



Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Agnès SAURAT, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Environnement - Réseaux de distribution de gaz - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Examen

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1er juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen approfondi apporté par les services de la Métropole.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la concession de distribution de gaz naturel portant sur l'année 2020 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 28 juillet 2021;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Jean-François AUDRIN en date du 22 novembre 2021 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Michèle CASSAR, en date du 25 novembre 2021.

I) Rappel des principales modalités du contrat

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue responsable du service public de distribution d'énergie au niveau local. Pour l'exercice de cette mission, elle est qualifiée « d'autorité organisatrice des réseaux publics de distribution d'Energie » (AODE). Ainsi, la compétence de distribution publique de gaz a été transférée des communes vers la Métropole qui est devenue propriétaire de ces réseaux.

La distribution de gaz naturel est en situation de monopole régulé en France. La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) fixe les règles et les tarifs d'accès au réseau de distribution de gaz. Gaz Réseau Distribution France (GRDF) est le principal gestionnaire de réseau de distribution (GRD) de gaz desservant 96% du territoire français. GRDF, dont les missions sont décrites dans l'article L.432-8 du Code de l'énergie, a pour objet principal l'exploitation et le développement du réseau public de distribution de gaz naturel qui achemine le gaz des réseaux de transport vers les consommateurs finaux.

Il existe actuellement 24 contrats de concession entre GRDF et Montpellier Méditerranée Métropole.

- 1 seule commune ne possède pas de réseau de distribution publique de gaz, il s'agit de Montaud ;
- 7 des 30 communes desservies avaient délégué au syndicat Hérault Energies (SHE) leur pouvoir d'autorité concédante. Au 1er janvier 2015, le contrat regroupant ces 7 communes (Beaulieu, Cournonsec, Grabels, Restinclières, Saint-Brès, Saint Georges d'Orques, Sussargues) a été transféré de Hérault Energies à la Métropole ;
- Pour les 23 autres communes, les contrats de concession individuels avec GRDF ont été transférés à la Métropole.

Les dates d'échéances de ces contrats s'échelonnent jusqu'en 2044 avec le 31 décembre 2022 comme date d'échéance des contrats de Clapiers, Fabrègues, Lattes, Montpellier, Saussan et Vendargues.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité et description du réseau

Le nombre total de clients est de 90 801 sur le territoire de la Métropole dont 62 309 sur la Ville de Montpellier. 97% des clients sont du secteur résidentiel et représentent 58% des consommations de gaz. Après une érosion continue du nombre de points de livraison (PDL) ce dernier a rebondi en 2017 et se maintient depuis.

Les évolutions des usagers de la concession de Montpellier montrent que :

- Les usages du gaz de type cuisson et ECS (eau chaude sanitaire) se développent ;
- Le chauffage individuel au gaz est en léger retrait depuis 2015.

En 2020, 209 raccordements neufs ont été réalisés soit 0,45% d'usagers nouveaux pour Montpellier.

Concernant les prestations réalisées auprès des usagers, le nombre de mises en service reste important (15%) et démontre une forte mobilité des usagers de la concession. On note que le taux de changement de fournisseur s'accélère encore en 2020.

Sur l'ensemble des concessions, 88 782 compteurs communicants ont été installés depuis le début du déploiement, soit un taux de déploiement de 98%. Ils relèvent du patrimoine de la Métropole au titre des biens de retours.

Les principales caractéristiques du réseau de distributions de gaz sont les suivantes :

- 63 postes de détente ;
- 1 216 robinets de réseau ;
- 8 784 branchements collectifs ;
- 1 407 km de canalisations dont 1398 km alimentés en Moyenne Pression et 9040 mètres alimentés en Basse Pression. La Moyenne pression permet de disposer d'un réseau plus sûr et d'une capacité de desserte plus importante. La résorption du réseau Basse Pression est prévue à terme, en accompagnement des opportunités de travaux sur la voirie.

Si les nouveaux branchements individuels de gaz sont cartographiés, GRDF n'a pas constitué d'inventaire technique des branchements d'immeubles individuels en exploitation. Un axe de progrès attendu serait le complément de l'inventaire par ces branchements individuels.

Le réseau de gaz est relativement jeune (âge moyen de 26,8 ans), toutefois il subsiste des portions en cuivre, en fonte ductile ainsi que des branchements et conduites d'immeubles en plomb qui nécessitent la programmation d'un renouvellement. La durée de vie technique normative d'un ouvrage est utilisée par le concessionnaire pour fixer son plan de renouvellement. Elle sert à déterminer les ouvrages dont le renouvellement est probable avant l'échéance du contrat de concession qui les régit. Elles sont basées sur des études techniques et validées par Bercy et les commissaires aux comptes. En 2020, un allongement de la durée de vie technique théorique des branchements individuels et collectifs en polyéthylène (PE) et acier revêtu de PE de 50 ans à 100 ans a été décidé par le concessionnaire et validé.

B/ Principaux moyens mis en œuvre

En 2020, 4,7 M€ ont été investis sur l'ensemble du territoire de la Métropole, avec :

- 560 K€ pour la mise en place de compteur communicant GAZPAR ;
- 717 K€ pour les raccordements individuels et collectifs ;
- 1,1 M€ pour la modernisation des ouvrages dont le renouvellement de réseau en fonte ductile ;
- 1,15 M€ pour les biens mutualisés à plusieurs concessions (véhicules, projets informatiques, outillages) ;
- 1,15 M€ pour les modifications d'ouvrages à la demande de tiers.

Le programme de maintenance réalisé par GRDF, conformément aux exigences réglementaires, est le suivant :

- 489 kms de réseau surveillés ;
- 29 postes maintenus ;
- 731 robinets de réseau contrôlés ;
- 948 robinets collectifs visités.

En 2020, le taux des ouvrages maintenus conformément à la réglementation est de 99,95%.

C/ La qualité du service public

En matière de distribution de gaz, une sensibilité accrue concerne la sécurité des personnes.

Le nombre total d'incidents s'élève à 1 294 en 2020 contre 2 319 en 2019, en nette baisse par rapport à 2019, notamment liée à la baisse du rythme de renouvellement des compteurs. En effet, le programme de remplacement a permis de détecter et traiter des micro fuites ce qui a eu pour conséquence d'augmenter proportionnellement le nombre d'incidents déclarés.

La mesure de la satisfaction des clients est réalisée à la maille régionale et se décompose comme suit :

- Raccordement : 88,2% ;
- Mise en Service : 87,6% ;

- Dépannage : 93,8%.

En 2020, le nombre de réclamations diminue notamment avec 494 réclamation à la maille de la concession, pour 732 réclamations en 2019. 295 de celles-ci relèvent de problématiques de retard ou absence de publications de relevés semestriels.

D) La grille tarifaire

Le modèle économique de GRDF est régi par le principe de la péréquation tarifaire. La CRE (Commission de régulation de l'Energie) détermine, par délibération, un revenu autorisé qui permet de couvrir l'ensemble des charges supportées par GRDF pour réaliser sa mission d'opérateur de réseau gaz et fixe ainsi un tarif d'accès des tiers au réseau de distribution de gaz naturel (ATRD) est facturé au client et représente en moyenne 26% de la facture type d'un client résidentiel.

L'ATRD5 est entré en vigueur au 1er juillet 2016 et est ensuite révisé annuellement. Au 1er juillet 2020, il a diminué de -0,40% par rapport au tarif en vigueur au 1er juillet 2019.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

La présentation du compte de résultat de la concession résulte de la déclinaison des principes de calcul du tarif par la CRE. Il s'agit donc d'une image déduite du modèle national et non d'un compte de résultat basé sur des données comptables réelles. Ainsi les recettes ne sont pas déterminées en fonction de la réalité des factures encaissées sur le territoire, par ailleurs les charges font principalement l'objet de clés de répartition issues des données nationales. Compte tenu également de la péréquation qui s'applique au niveau national, les comptes de la concession exprimés dans le rapport annuel ne permettent donc pas de porter une appréciation sur le niveau réel de la rentabilité de la concession.

En 2020, le montant total des recettes perçues est de 22 M€ dont 21 M€ pour les recettes liées à l'acheminement du gaz naturel (représentant 94% des recettes). Seules les recettes de prestations sont considérées comme natives, toutes les autres sont issues de clé de répartition au niveau national, régional, infrarégional et local.

En 2020, le montant total des charges est de 25,2 M€ dont 13,4 M€ pour les charges d'exploitation.

Concernant les charges de personnel représentant 49% des charges totales, celles-ci sont sujet à des fluctuations d'une année sur l'autre. A noter que l'organisation régionale de GRDF a été modifiée, impactant la plupart des agences à maille d'intervention régionale, ce qui a engendré une certaine évolution des montants affectés à chacune des concessions en 2019 par rapport aux années antérieures.

Les comptes ne constituent donc pas un moyen de contrôle de l'activité locale du concessionnaire et ne permettent pas de conduire une analyse pertinente de la rentabilité de la concession. On évoquera toutefois l'affichage d'un déficit de 3,1 M€, intégrant une contribution à la péréquation appliquée à hauteur de 3,7 M€.

IV) Conclusion et perspectives

Le réseau de distribution public de gaz, présent sur 30 communes de la Métropole, est un outil relativement jeune et fiable. De plus, l'exigence en matière de sécurité vis-à-vis des personnes est un souci permanent de GRDF.

Un point de vigilance est à apporter sur la baisse probable des consommations de chauffage sur le territoire, entraînant une baisse de recettes qui viendrait dégrader le résultat d'exploitation de la concession.

Toutefois, compte tenu de la méthode économique utilisée pour établir le compte d'exploitation, la Métropole n'a pas la possibilité de connaître le réel équilibre économique en lien avec son territoire.

La pérennité du réseau reste un enjeu majeur dans le contexte de transition énergétique autour de la mobilité décarbonnée avec le développement du BioGNV (BioGaz Naturel Véhicule). Par ailleurs, les procédés du type Power to gaz, qui sont actuellement en expérimentation, permettront d'améliorer le taux d'intégration des énergies renouvelables intermittentes.

C'est dans ce contexte que Montpellier Méditerranée Métropole souhaitera tendre vers une harmonisation contractuelle à l'échelle du territoire. Celui-ci devra s'appuyer sur le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ainsi que le Schéma Directeur des Energies que la Métropole élabore en partenariat avec les gestionnaires de réseau de distribution d'énergie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen des Compte-Rendu Annuel des 24 concessions de distribution publique de gaz déléguée à GRDF au titre de l'année 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 21 décembre 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20211214-176065-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 21/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.